

# Table des matières

<b>L'évolution de la gouvernance des sociétés au 21<sup>e</sup> siècle</b>	7
Didier WILLERMAIN et Édouard-Jean NAVEZ	
Introduction	7
Section 1. Évolution des sources de la gouvernance	10
Sous-section 1. Présentation générale	10
Sous-section 2. La flexibilisation progressive des règles de gouvernance des sociétés privées	11
A. Le Code de commerce de 1807	12
B. La loi du 18 mai 1873 et les lois réparatrices ultérieures	14
C. Le perfectionnement et la consolidation du droit des sociétés (1900 à 1945)	18
D. L'accélération de la perte d'influence de l'appréhension contractuelle du droit des sociétés (de 1945 à 1970)	21
E. La transposition du droit européen des sociétés et le renforcement de l'efficacité du droit des sociétés (de 1970 à 1990)	22
F. Les dernières réformes des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (années 1990)	26
1. L'essor d'un mouvement de flexibilisation, d'assouplissement et de contractualisation du droit des sociétés	26
2. La modernisation des règles de fonctionnement des sociétés	28
3. Le renforcement de la protection des tiers	29
G. La codification du droit des sociétés par la loi du 7 mai 1999	30
H. La refonte du droit des sociétés par la loi du 23 mars 2019	31
Sous-section 3. Le développement progressif d'un modèle de gouvernance unique des sociétés « privées »	37
Sous-section 4. L'incidence du droit européen sur la gouvernance des sociétés	40
Sous-section 5. Le développement de la <i>corporate governance</i>	43
Sous-section 6. Le développement du droit financier et l'émergence d'un droit des sociétés à deux vitesses	49
Section 2. Les nouveaux outils de gouvernance	53

Sous-section 1. Présentation générale	53
Sous-section 2. Les aménagements traditionnels à l'organisation du pouvoir	54
A. Les statuts	54
B. Les conventions d'actionnaires	55
Sous-section 3. Le règlement d'ordre intérieur	60
A. Le règlement d'ordre intérieur dans la pratique du droit des sociétés	60
B. La consécration du règlement d'ordre intérieur dans le CSA	61
C. La coexistence des ROI et des chartes de gouvernance dans les sociétés cotées	64
1. La distinction entre un ROI et une charte de gouvernance d'entreprise	64
2. Les difficultés liées à la présence de ROI dans les chartes de gouvernance	65
Section 3. La «flexibilisation» dans l'organisation de la gestion des sociétés	66
Section 4. Les acteurs de la gouvernance : la sophistication de l'organisation des pouvoirs	69
Sous-section 1. Présentation générale	69
Sous-section 2. Administrateurs exécutifs, administrateurs non exécutifs et administrateurs indépendants	74
Sous-section 3. Le «CEO»	78
Sous-section 4. Le président du conseil d'administration	80
Section 5. Les intérêts pris en compte dans la gestion des sociétés et les buts poursuivis : pour qui sont gérées les sociétés ?	82
Sous-section 1. Présentation générale	82
Sous-section 2. L'éternel début autour de l'intérêt social	84
Sous-section 3. La reconnaissance de la prise en compte des critères de responsabilité sociale et de critères non financiers par les codes de gouvernance d'entreprise et le législateur	86
A. Les codes de gouvernance d'entreprise	86
B. La législation	88
Sous-section 4. «Un de ses buts» : une société peut désormais (également) poursuivre un but désintéressé	92

<b>La gouvernance des sociétés simples, en nom collectif et en commandite</b>	<b>97</b>
Thierry TILQUIN et Julie-Anne DELCORDE	
Section 1. La société simple organisée par le CSA	99
Sous-section 1. Généralité	99
Sous-section 2. Opérations de la société	102
A. Administration des affaires sociales	102
B. Assemblées	105
Sous-section 3. Cession, admission, démission et éviction	106
A. Cession des parts	106
B. Admission/démission	106
Sous-section 4. Dispositions spécifiques à la société en nom collectif et à la société en commandite	109
Section 2. Cadre d'une gouvernance familiale	110
Sous-section 1. Introduction	110
Sous-section 2. La société simple	112
Sous-section 3. La société en commandite	113
Section 3. Cadre d'une structure d'investissement	115
<b>Questions choisies sur la gouvernance de la SA et de la SRL</b>	<b>121</b>
Henri CULOT	
Introduction	121
Section 1. Les systèmes de gouvernance prévus par le Code des sociétés et des associations	122
Section 2. Composition de l'organe d'administration	125
Sous-section 1. Principes légaux	125
Sous-section 2. Administrateurs qui « représentent » un actionnaire	127
Sous-section 3. Administrateurs indépendants ou externes	130
Sous-section 4. Invités	133
Sous-section 5. Dualisme dans les établissements financiers	134
Section 3. Fonctionnement de l'organe d'administration	137
Sous-section 1. La collégialité et ses exigences	138
Sous-section 2. Quorum, majorités renforcées, veto	140
Sous-section 3. Vidéoconférences et vote à distance dans l'organe d'administration	143
Conclusion	146
ANTHEMIS	297

<b>La gestion et la prévention des conflits au sein de l'organe d'administration</b>	<b>147</b>
Roman AYDOGDU et Olivier CAPRASSE	
Introduction	147
Section 1. La censure judiciaire du vote abusif	148
Sous-section 1. Introduction : du Code des sociétés au Code des sociétés et des associations	148
Sous-section 2. L'abus du droit de vote	150
A. La nature du droit de vote	150
B. L'abus du droit de vote	157
1. L'application de la théorie du détournement de pouvoir au droit de vote	157
2. L'application de la théorie « générale » de l'abus de droit au droit de vote	159
3. L'adaptation de ces critères à l'abus de minorité ou d'égalité	161
Sous-section 3. Les sanctions de l'abus du droit de vote	163
A. La sanction de l'abus de majorité	164
1. La sanction de l'abus de majorité pour détournement de pouvoir	164
2. La sanction de l'abus de majorité fondée sur la théorie « générale » de l'abus de droit	175
B. La sanction des abus d'« égalité » et de « minorité »	177
1. La sanction <i>a posteriori</i> de l'abus	178
2. L'injonction <i>a priori</i> pour empêcher l'abus	182
Section 2. L'administration provisoire	183
Sous-section 1. La nature et les conditions de la désignation de l'administrateur provisoire	184
A. La nature et le fondement légal de l'administrateur provisoire	184
1. La nature de l'administrateur provisoire	184
2. Le fondement légal de l'administrateur provisoire	184
B. Les conditions de désignation d'un administrateur provisoire	185
1. L'urgence	186
2. La subsidiarité	186
3. Le provisoire	187

4. L'immixtion minimale	188
5. La proportionnalité	188
Sous-section 2. Les hypothèses de désignation d'un administrateur provisoire	190
A. La carence des organes	190
1. La disparition de l'organe d'administration	190
2. La non-convocation des organes	192
3. La paralysie de la société	193
B. Le dysfonctionnement des organes	194
1. Gestion abusive	194
2. Gestion défailante	196
3. Entreprise menacée	196
C. La mise en cause de la légitimité des organes	200
1. La contestation de l'organe d'administration	200
2. La contestation de l'assemblée générale	200
Sous-section 3. Les missions de l'administrateur provisoire	200
A. L'objet de la mission	201
B. La durée de la mission	206
Sous-section 4. Les aspects procéduraux	207
A. Les demandeurs	207
B. Le(s) défendeur(s)	212
C. La procédure d'instance	212
D. Les recours	212
E. La modification (ou la prorogation) de la mission et le remplacement (ou la révocation) de l'administrateur provisoire	214
F. Les honoraires et frais de l'administrateur provisoire	215
G. Les mesures de publicité	216
Section 3. Les modes alternatifs de résolution des conflits	217
Sous-section 1. Introduction	217
Sous-section 2. Les modes amiables de règlement des différends	218
A. Le droit collaboratif	219
B. La médiation	222
Sous-section 3. La tierce décision obligatoire	224
Sous-section 4. L'arbitrage	225
A. Clause compromissoire et statuts	227
B. Clause compromissoire statutaire et administrateurs	228

C. Clause compromissoire, règlement d'ordre intérieur et administrateurs	229
D. Formulation de la clause et effectivité envers les administrateurs	229
<b>Les conflits d'intérêts</b>	<b>231</b>
Valérie SIMONART	
Introduction	231
Section 1. Conflits d'intérêts dans le chef des membres de l'organe d'administration	232
Sous-section 1. Principes applicables à toutes les sociétés	232
A. Principe général	232
B. Droit commun de la responsabilité	234
C. Types de conflits visés	235
Sous-section 2. Règles spécifiques applicables aux sociétés à responsabilité limitée, sociétés coopératives et sociétés anonymes	235
A. Introduction	235
B. Champ d'application	236
1. Notion de conflit d'intérêts	236
2. Extension de la réglementation aux représentants permanents	237
3. Conflits d'intérêts dans le chef de délégués à la gestion journalière	238
4. Conditions d'application	239
5. Conflits fonctionnels	240
C. Organe habilité à prendre la décision ou accomplir l'opération	241
1. Organe d'administration qui comporte plusieurs administrateurs disposant de pouvoirs concurrents (SRL et SC)	241
2. Conseil d'administration (SRL, SC et SA)	243
3. Administrateur unique (SRL, SC et SA)	244
4. Système dual (SA)	246
D. Procès-verbal	246
E. Information du commissaire	247
F. Exceptions	247

G. Sanctions	248
1. Nullité	248
2. Responsabilité des administrateurs et des membres du conseil de surveillance et de direction	249
Section 2. Conflits d'intérêts en cas de limitation ou de suppression du droit de préférence dans le chef des associés ou actionnaires ou des administrateurs ou membres du conseil de surveillance qui les représentent	252
Sous-section 1. Principes applicables à toutes les sociétés	252
Sous-section 2. Règles spécifiques applicables aux sociétés à responsabilité limitée et aux sociétés anonymes en cas de limitation ou de suppression du droit de préférence	253
A. Limitation ou suppression du droit de préférence par l'assemblée générale	253
1. Principe	253
2. Réglementation du droit de préférence	253
3. <i>Ratio legis</i> de la règle en matière de conflit d'intérêts	254
4. Calcul du seuil de 10 %	254
5. Calcul du quorum de présence et de la majorité	255
B. Limitation ou suppression du droit de préférence par l'organe d'administration	255
Section 3. Opérations entre une société cotée et des parties liées	256
Sous-section 1. Historique	256
Sous-section 2. Champ d'application	257
A. Opérations visées	257
B. Sociétés visées	258
C. Parties liées	258
Sous-section 3. Exceptions	259
Sous-section 4. Procédure	261
Sous-section 5. Publicité	263
A. Principes	263
B. Publication immédiate du prix	264
C. Modalités de la publication	266
Sous-section 6. Sanctions	266
Conclusion	267

<b>L'évolution de la gouvernance au sein de la société cotée</b>	<b>269</b>
Philippe LAMBRECHT	
Introduction	269
Section 1. Évolution de la gouvernance d'entreprise au sein de la société cotée	270
Section 2. Rapportage	272
Sous-section 1. En droit des sociétés	272
A. Rapport de gestion	272
B. Déclaration de gouvernement d'entreprise	273
C. Rapport de rémunération, déclaration portant sur des informations non financières et rapport sur les paiements aux gouvernements	273
Sous-section 2. Obligations complémentaires en droit financier	273
A. Mettre à la disposition du public toutes les informations nécessaires à la transparence, à l'intégrité et au bon fonctionnement des marchés	274
B. Publication des informations concernant les participations importantes	274
C. Publications en cas d'offre publique d'acquisition ou de reprise	275
D. Publications liées aux abus de marché	275
Section 3. Apports de la directive SRD II en matière de gouvernance d'entreprise	276
Sous-section 1. Identification des actionnaires	276
Sous-section 2. Facilitation de l'exercice des droits	278
Sous-section 3. Implication des actionnaires dans la gouvernance d'entreprise	279
Sous-section 4. Dialogue avec les investisseurs institutionnels	281
Sous-section 5. Transparence et approbation des transactions avec des parties liées	283
Section 4. Quelques commentaires à propos du Code 2020	285
Sous-section 1. Nouveau Code 2020	285
Sous-section 2. Aspects particuliers	286
A. Se conformer ou expliquer	286
B. Terminologie	286
C. Les dix principes du Code 2020	286
Conclusion	292